

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-080

DU 23 MARS 2022

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE EN MATIÈRE D'ACTION SOCIALE, DE SOLIDARITÉ ET DE SOUTIEN AUX FAMILLES - 2ÈME RAPPORT POUR 2022

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publié au JOUE L 114 du 26 avril 2012 et modifié par le règlement (UE) 2020/1474 de la Commission du 13 octobre 2020 publié au JOUE L 337 du 14 octobre 2020

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article 4221-1 ;

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L115-1 et suivants ;

VU la délibération n°CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale modifiée ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 22 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016, « La Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

VU la délibération n° CP 2017-070 du 8 mars 2017 modifiée relative à la « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles en 2017 » ;

VU la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, relative à la « Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité » ;

VU la délibération n°CR 2018-024 du 3 juillet 2018 modifiée « Région Île-de-France, Région Solidaire » ;

VU la délibération n°CP 2018-063 du 24 janvier 2018 « « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 1^{ère} affectation pour 2018 »

VU la délibération n°CP 2018-258 du 4 juillet 2018 « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 5e rapport pour 2018 » ;

VU la délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 7e rapport pour 2018 » ;

VU la délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 « Politique régionale en faveur du Handicap et des MDPH – 5eme affectation pour 2018 » ;

VU la délibération CP 2019-066 du 19 mars 2019 « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 2^{ème} rapport pour 2019 »

VU la délibération CP 2019-409 du 17 octobre 2019 « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 6^{ème} rapport pour 2019 »

VU la délibération n° CP 2020-C17 du 1er juillet 2020 « Diverses mesures régionales en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles dans le cadre de la crise Covid-19.

VU la délibération n° CP 2020-380 du 23 septembre 2020 « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 5^{ème} rapport pour 2020 »

VU la délibération n° CP 2021-321 du 22 septembre 2021 « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 4^{ème} rapport pour 2021 »

VU la délibération n° CP 2022-024 du 28 janvier 2022 « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 1^{er} rapport pour 2022 »

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission de la famille, de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-080 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles

Décide de participer, au titre du dispositif « Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles », au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 65.000 €.

Subordonne le versement de ces subventions de fonctionnement à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2018- 537 du 21 novembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 65.000 € disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles », au titre du budget 2022.

Article 2 : Affectations en Fonctionnement au titre du Dispositif de soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Décide de participer, au titre du programme « Dispositif en faveur de la petite enfance », au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 22.950 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une

convention conforme à la convention-type relative au soutien régional en fonctionnement en matière d'action sociale adoptée par délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 22.950 € disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42-001 (142 001) « Dispositif en faveur de la petite enfance », action 14200102 « Soutien aux modes de gardes innovants pour la petite enfance », au titre du budget 2022.

Article 3 : Affectation en Investissement au titre du Dispositif en faveur des personnes en situation précaire – Accueils de jour, établissements et services accueillant des femmes en difficulté et leurs enfants

Décide de participer, au titre du programme « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », au financement des projets détaillés en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 505.000€.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type relative au soutien régional en investissement en matière d'action sociale adoptée par délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 505.000 € disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42-003 « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 142 003 01 « Etablissements et services pour femmes en difficulté » au titre du budget 2022.

Article 4 : Affectation en Investissement au titre du Dispositif en faveur des personnes en situation précaire – Soutien aux Innovations sociales

Décide de participer, au titre du « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », au financement des projets détaillés en annexe 4 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 221.000€.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type relative au soutien régional en investissement en matière d'action sociale adoptée par délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 221.000€ disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 14200311 « Actions d'innovation sociale » au titre du budget 2022.

Article 5 : Affectation en Investissement au titre du Dispositif de soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Décide de participer, au titre du programme « Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance », au financement du projet détaillé en annexe 5 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 40 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type relative au soutien régional en investissement en matière d'action sociale adoptée par délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 40 000 € disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » sous-fonction 42 « Action sociale » programme HP 42-001 (142 001) « Dispositif en faveur de la petite enfance », action 14200101 « Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement » au titre du budget 2022.

Article 6 : Convention de partenariat avec la Croix Rouge Française

Approuve la convention de partenariat avec la Croix Rouge Française présentée en annexe 6 de la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 7 : Convention de partenariat avec la Fédération Nationale de Protection civile

Approuve la convention de partenariat avec la Fédération Nationale de Protection civile présentée en annexe 7 de la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 8 : Affectations de crédits suite à erreur matérielle

Décide d'affecter une subvention d'un montant d'autorisation d'engagement d'un montant de 25.000 € au bénéfice du Groupe SOS, pour son projet détaillé en annexe 8 à la présente délibération, disponible sur le chapitre 934, Programme HP 42- 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles », au titre du budget 2022.

Décide d'affecter une subvention d'un montant d'autorisation d'engagement de 35.000 € au bénéfice d'Ensemble 2 générations, dont le projet est détaillé en annexe 8 à la présente délibération, disponible sur le chapitre 934, Programme HP 42-003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles », au titre du budget 2022.

Subordonne le versement de cette subvention de fonctionnement à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Décide d'affecter une subvention d'un montant d'autorisation d'engagement d'un montant de 150.000 € au bénéfice d'Emmaüs France, pour son projet détaillé en annexe 8 à la présente délibération, disponible sur le chapitre 934, Programme HP 42- 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles », au titre du budget 2022.

Article 9 : Rectifications d'opération

Approuve la modification de la fiche-projet n° EX058324 adoptée par la délibération CP 2021-321 du 22 septembre 2021 telle que présentée en annexe 9 à la présente délibération.

Approuve l'avenant à la convention n° EX058324 relative au projet de « Création d'un Relais d'auxiliaires parentales » joint également en annexe 9 et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Approuve la modification de la fiche-projet n°21008698 adoptée par la délibération CP 2022-024 du 28 janvier 2022 telle que présentée en annexe 9 à la présente délibération.

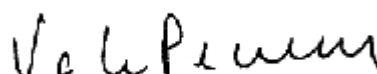
Décide de modifier en conséquence les dates de projet de la fiche n° 21008698 relative à la subvention attribuée au titre du dispositif Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles lors de la CP 2022-024 du 28 janvier 2022, telle que présentée en annexe 9

à la présente délibération.

Article 9 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation prévue aux articles 17 alinéa 3 et 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 23 mars 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 23 mars 2022 (référence technique : 075-237500079-20220323-lmc1138102-DE-1-1) et affichage ou notification le 23 mars 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 - Projets annuels

DOSSIER N° EX060397 - Accompagnement des adultes en apprentissage du français et des savoirs de base : dynamiser le réseau et former les bénévoles

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	95 335,00 € TTC	31,47 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TOUS BENEVOLES
Adresse administrative : 130 RUE DES POISSONNIERS
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANCOIS DE MAUBLANC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : dynamiser le réseau et former les bénévoles accompagnant les adultes en apprentissage du français.

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2021 - 30 septembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Compte tenu des délais d'instruction des dossiers et de l'intérêt de ce projet, l'action sera partiellement engagée avant l'attribution de la subvention par la commission permanente.

Description :

L'association Tous bénévoles met en relation les associations et les bénévoles et développe l'engagement citoyen et la solidarité. A l'heure actuelle, l'association représente plus de 1 800 associations adhérentes en Ile-de-France, soit près de 60% des membres de leur réseau au niveau national.

Environ 420 associations franciliennes de ce réseau sont engagées dans l'accueil des personnes étrangères et l'enseignement du Français Langue Etrangère (FLE). 160 de ces associations sont localisées à Paris, 286 autres associations sont réparties sur tout le territoire francilien dont 20% sont situées en Seine Saint Denis.

Pour les accompagner, l'association a développé le programme AlphaB, destiné spécifiquement aux associations et bénévoles agissant dans l'enseignement des savoirs de base et l'accompagnement à la scolarité.

Comme l'année précédente, le programme AlphaB développé par "Tous Bénévoles", proposé aux associations comprend deux axes :

AXE 1 : mise en place d'un programme de 15 formations en présentiel, afin d'apporter aux bénévoles des

outils pratiques et concrets, immédiatement applicables au sein de leurs ateliers d'accompagnement. Mêlant théorie et pratique et dispensées par des formateurs expérimentés, ces formations durent de 1 à 3 jours, et rassemblent des bénévoles de diverses structures franciliennes.

AXE 2 : un cours en ligne, composé de 6 modules thématiques, sera ouvert à 500 personnes à deux reprises dans l'année.

Les formations en présentiel se déroulent majoritairement dans les locaux de "Tous Bénévoles", dans le 18ème arrondissement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	28 800,00	30,21%
Fournitures administratives	12 435,00	13,04%
Frais de formation	4 500,00	4,72%
Frais de colloques et séminaires	2 000,00	2,10%
Rémunérations du personnel	47 600,00	49,93%
Total	95 335,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	30 000,00	31,47%
Subvention Ville de Paris (attribuée)	10 000,00	10,49%
Subvention et aide privée - Fondation Société générale(sollicitée)	32 000,00	33,57%
Autres	8 335,00	8,74%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	15 000,00	15,73%
Total	95 335,00	100,00%

DOSSIER N° EX059544 - Aide alimentaire – Sensibiliser des publics précaires à la diversité et l'équilibre alimentaires

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	101 131,00 € TTC	34,61 %	35 000,00 €
Montant total de la subvention			35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GROUPE SOS - AGRICULTURE ET ALIMENTATION DURABLE
Adresse administrative : 16 RUE OBERKAMPF
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Floriane LENOIR, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : sensibiliser des publics précaires à la diversité et l'équilibre alimentaires

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2021 - 30 septembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

La crise sanitaire a eu pour conséquence de plonger dans la précarité des centaines de milliers de Franciliens.

L'alimentation est l'un des premiers postes budgétaires des familles impactées par une baisse de leurs revenus.

Face à ce constat, l'association Agriculture et alimentation durable a pour projet de sensibiliser le plus grand nombre de personnes en situation de précarité au « manger bon et manger sain », avec la volonté de dépasser les préjugés et de démontrer, de manière simple et pédagogique, qu'il est possible de bien-manger à petit prix.

Le projet a démarré dès octobre 2021 avec la préparation d'ateliers de cuisine organisés à destination des jeunes et de leur famille, en lien avec les partenaires locaux.

Auront tout d'abord lieu les « rencontres quartiers » de novembre 2021 à mars 2022 : 3 ateliers de cuisine seront organisés par rencontre, en local dans les territoires visés, en partenariat avec les maisons de

quartiers.

Ce concept permet aux jeunes de découvrir l'alimentation dans toutes ses dimensions lors d'un moment privilégié aux côtés d'un chef de cuisine. Fondés autour de la réalisation d'une recette à la fois savoureuse et amusante, ces ateliers ont plusieurs objectifs :

- Permettre aux jeunes et à leur famille de développer leurs 5 sens à travers la cuisine, notamment à travers l'initiation aux goûts et aux différentes textures ;
- Agir contre les inégalités face à l'alimentation et donner accès à une éducation alimentaire pour tous
- Susciter le plaisir de découvrir et d'apprendre en cuisinant ;
- Sensibiliser les jeunes et leur famille au développement durable via l'alimentation ;
- Lutter contre le surpoids et l'obésité infantile ;
- Aborder des thématiques pédagogiques de manière ludique.

Les recettes choisies sont volontairement simples, pour que les jeunes et leur famille puissent les reproduire facilement à la maison grâce aux supports pédagogiques qui leur sont distribués.

Au total pendant ces 5 mois 24 ateliers auront lieu. Ils seront enregistrés pour ensuite être diffusés et accessibles durant toute la durée du projet.

Parallèlement, une fois le food truck acheté et transformé telle une cuisine "classique", la tournée du food truck pourra commencer (mars 2022). Ainsi, 25 ateliers en présentiel se dérouleront sur une période 5 mois, permettant cette fois-ci d'aller vers les publics fragiles grâce à ce dispositif itinérant.

Plus de 3000 personnes bénéficieront de ce dispositif à travers toute l'Île-de-France, particulièrement dans ses zones rurales et dans les quartiers Politique de la ville.

Le projet d'achat et d'aménagement du food-truck fait également l'objet d'une subvention présentée lors de cette commission permanente.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations du personnel	101 131,00	100,00%
Total	101 131,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	35 000,00	34,61%
Subvention et aide privée (sollicitée)	20 000,00	19,78%
Subvention et aide publique (sollicitée)	30 000,00	29,66%
Financement participatif/Crowdfunding	16 131,00	15,95%
Total	101 131,00	100,00%

Annexe 2 - Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance - fonctionnement

DOSSIER N° EX062190 - Petite enfance - Financement du fonctionnement d'une micro-crèche spécialisée dans l'accueil d'enfants victimes de violence intra-familiales à Plaisir (78)

Dispositif : Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en fonctionnement (n° 00001117)

Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142001-300

Action : 14200102- Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en fonctionnement	215 000,00 € TTC	10,67 %	22 950,00 €
Montant total de la subvention			22 950,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANA DE PLAISIR

Adresse administrative : 79 RUE DE LA GARE
78370 PLAISIR

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Madame GERALDINE CHAMOUARD, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : financer le fonctionnement d'une micro-crèche spécialisée dans l'accueil d'enfants victimes de violence intra-familiales à Plaisir (78)

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'acuité du besoin d'accueil des jeunes enfants en Île-de-France crée une urgence à prendre en compte les dépenses de façon anticipée.

Description :

Dans la continuité du projet financé en septembre 2020 dédiant, au sein d'une microcrèche située à Plaisir, un berceau à un enfant co-victime de violences conjugales et familiales, ce projet a pour objet de poursuivre le financement du poste de la professionnelle dédiée à l'accueil des enfants du berceau réservé pour cet accueil occasionnel spécifique et pour la gestion partenariale des enfants accueillis.

Ce projet innovant participe à l'accompagnement des femmes dans leur parcours de sortie des violences conjugales, et vise à prendre en charge les enfants qui en sont co-victimes.

35 jeunes enfants et leur mère victimes de violence intra-familiale sont susceptibles de bénéficier de ce dispositif pendant une année pleine.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- PLAISIR

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations / Charge de personnel	110 000,00	51,16%
Charges de sécurité sociale et prévoyance	25 000,00	11,63%
Achats	21 000,00	9,77%
Divers services extérieurs (à préciser)	28 000,00	13,02%
Charge locatives et de copropriété	24 000,00	11,16%
Entretien et réparation	2 000,00	0,93%
Frais postaux et télécommunications	2 000,00	0,93%
Assurance	3 000,00	1,40%
Total	215 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat (sollicitée)	5 000,00	2,33%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	22 950,00	10,67%
Subvention Commune (sollicitée)	1 200,00	0,56%
Subventions et aides publiques (à préciser)	2 000,00	0,93%
Participation des familles	183 850,00	85,51%
Total	215 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis SIEG 360/2012 publié au JOUE L114/12 du 26 avril 2012 et modifié par les règlements 2018/1923 publié au JOUE L313/2 du 10 décembre 2018 et 2020/1474 publié au JOUE L337/1 du 14 octobre 2020, relatif à : Aides de minimis SIEG

Annexe 3 - Hébergement et accueil de jour en faveur de femmes en difficulté

DOSSIER N° EX062247 - Femmes en difficulté - Création de 6 places d'hébergement d'urgence au sein de la Maison départementale Solidarité femmes (91)

Dispositif : Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté (n° 00000695)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-42-20421-142003-300

Action : 14200301- Établissements et services pour femmes en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements d'hébergement pour femmes en difficulté	1 350 200,00 € TTC	30,00 %	405 000,00 €
	Montant total de la subvention		405 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LEA SOLIDARITE FEMMES
Adresse administrative : 44 RUE DU GENERAL LECLERC
91230 MONTGERON
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame PATRICIA ROUFF, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : création de 6 places d'hébergement d'urgence au sein de la Maison départementale Solidarité femmes (91)

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2021 - 1 octobre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

L'association Léa Solidarité femmes porte le projet de création la maison départementale Solidarité Femmes à Montgeron dans l'Essonne.

Cette nouvelle structure sera équipée d'un dispositif de mise en sécurité 24h/24 et 7j/7 pour les femmes et leurs enfants victimes de violences conjugales et intrafamiliales, issus de l'ensemble du département. 6 places d'urgence seront ainsi créées dans un espace dédié au sein de la Maison, en parallèle de l'accueil de jour.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

- pour la charge foncière = 300.000€
 - pour les études, travaux et honoraires, à raison de 16.500€ par place = 99.000€ pour 6 places créées,
 - pour l'équipement, à raison de 1000€ par place = 6.000€ pour 6 places créées,
- Soit un montant total de subvention de 405.000€ avec un taux d'intervention inférieur à 30%.

Localisation géographique :

- MONTGERON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	1 000 000,00	74,06%
Equipements mobilier et matériel	18 200,00	1,35%
Travaux et charges afférentes	202 000,00	14,96%
Etudes pré-opérationnelles et honoraires	130 000,00	9,63%
Total	1 350 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	53 000,00	3,93%
Emprunt	125 900,00	9,32%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	405 000,00	30,00%
Subvention Département (sollicitée)	25 000,00	1,85%
Subvention Intercommunalité EPCI (sollicitée)	10 000,00	0,74%
Subvention et aide privée (sollicitée)	331 300,00	24,54%
Autres subventions publiques (préciser)	400 000,00	29,63%
Total	1 350 200,00	100,00%

DOSSIER N° EX062246 - Femmes en difficulté- Création d'un accueil de jour pour 800 femmes et 350 enfants victimes de violences conjugales et intrafamiliales au sein de la Maison départementale Solidarité Femmes (91)

Dispositif : Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté (n° 00000711)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300

Action : 14200301- Établissements et services pour femmes en difficulté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	200 000,00 € TTC	50,00 %	100 000,00 €
Montant total de la subvention			100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LEA SOLIDARITE FEMMES
Adresse administrative : 44 RUE DU GENERAL LECLERC
91230 MONTGERON
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame PATRICIA ROUFF, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer 800 places d'accueil de jour pour les femmes victimes de violences conjugales et leurs enfants

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2021 - 1 octobre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Le projet de l'association Léa Solidarités Femmes porte sur la création d'une maison départementale Solidarité femmes au sein du département de l'Essonne.

Cette structure qui porte la création d'un nouvel accueil de jour inconditionnel permettra d'augmenter le nombre de prise en charge de femmes : plus de 800 femmes et 350 enfants bénéficieront d'un accompagnement pluridisciplinaire (600 femmes et 200 enfants au 31/10/21), 500 domiciliations pourront être octroyées contre 350 en 2021. Le flux des passages au sein de la structure sera également multiplié, une augmentation de 25% est prévu : de 15 000 passages en 2021 à 20 000 passages à l'ouverture du nouvel accueil de jour.

Cette maison situé à Montgeron permettra d'accueillir plus de femmes et enfants victimes issus du département de l'Essonne et notamment le public situé dans les zones rurales.

Elle permettra également de répondre aux problématiques de santé mentale amplifiées par la crise

sanitaire en assurant des permanences, tenues par des personnels du secteur médical (sage femme, infirmiers, pédopsychiatre...). Une permanence Officier de Police Judiciaire assurée au sein de la nouvelle structure facilitera le recueil de dépôt de plaintes des victimes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- MONTGERON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements mobilier et matériel	55 100,00	27,55%
Travaux et charges afférentes	120 831,00	60,42%
Etudes pré-opérationnelles et honoraires	24 069,00	12,03%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	100 000,00	50,00%
Subvention Département (sollicitée)	25 000,00	12,50%
Subvention Intercommunalité EPCI (sollicitée)	10 000,00	5,00%
Subvention et aide privée (sollicitée)	65 000,00	32,50%
Total	200 000,00	100,00%

Annexe 4 - Innovation sociale

DOSSIER N° EX058474 - Construction d'un local de réception des dons pour le réemploi à Charenton-le-Pont (94)

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300

Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	37 200,00 € TTC	40,32 %	15 000,00 €
Montant total de la subvention			15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EMMAUS LIBERTE

Adresse administrative : 42 RUE PIERRE ET MARIE CURIE
94200 IVRY SUR SEINE

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Eric Joseph Marie BOUCHAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : construction d'un local de réception des dons pour le réemploi à Charenton-le-Pont (94)

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2021 - 15 novembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Dans le cadre d'un projet déjà financé par la Région (amélioration de l'accueil des familles et restructuration du lieu de tri), l'association a dû finalement détruire l'ancien local de réception des dons qui était trop vétuste, afin de construire un local en parallèle de l'opération de réhabilitation des bâtiments ayant vocation à héberger des compagnons d'une part (18 compagnons vivent et travaillent actuellement au sein de la communauté), et d'autre part à développer l'activité de réemploi.

L'optimisation du tri et l'amélioration de la performance dans le recyclage des produits déposés caractérise l'innovation sociale du projet.

L'association sollicite donc la Région pour financer ce local en complément d'une subvention de l'ADEME et de fonds propres.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- CHARENTON-LE-PONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	30 000,00	80,65%
Etudes pré-opérationnelles et honoraires	7 200,00	19,35%
Total	37 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	2 000,00	5,38%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	40,32%
Subvention et aide publique (sollicitée)	20 200,00	54,30%
Total	37 200,00	100,00%

DOSSIER N° EX061187 - Aide alimentaire - Amélioration de l'accueil des personnes en difficulté à Asnières-sur-Seine, Bagneux et Clamart (92)

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300

Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	12 000,00 € TTC	50,00 %	6 000,00 €
Montant total de la subvention			6 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESTAURANTS DU COEUR RELAIS 92

Adresse administrative : 652 AVENUE DU MARECHAL JUIN
92100 BOULOGNE BILLANCOURT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Jacques LATIL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : améliorer l'accueil des personnes en difficulté à Asnières-sur-Seine, Bagneux et Clamart (92)

Dates prévisionnelles : 23 novembre 2021 - 23 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Les Restaurants du Coeur des Hauts de Seine constate que l'accueil des personnes précaires de trois de ses centres génère une file d'attente pour l'accès aux colis alimentaires à l'extérieur et potentiellement sous la pluie.

Afin d'améliorer l'accueil de ces personnes et contribuer à leur dignité en évitant cette situation, l'association souhaite acheter des baraquements. La recherche d'amélioration continue du service rendu aux bénéficiaires est innovante et concerne les centres d'Asnières-Sur-Seine, de Bagneux et de Clamart.

Le centre de Bagneux permettra d'accueillir 1 604 personnes et de servir 115 372 repas.

Le centre de Clamart permettra d'accueillir 1 360 personnes et de servir 120 325 repas.

Le centre d'Asnières-sur-Seine permettra d'accueillir 1 485 personnes et de servir 140 730 repas.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- BAGNEUX
- CLAMART
- ASNIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements	12 000,00	100,00%
Total	12 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	6 000,00	50,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	6 000,00	50,00%
Total	12 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX061401 - Travaux et aménagement du nouveau local de la délégation territoriale de la Croix-Rouge des Yvelines (78)

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300

Action : 14200311- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	400 000,00 € TTC	50,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CRF CROIX ROUGE FRANCAISE
DELEGATION REGIONALE CRF IDF
Adresse administrative : 8 AVENUE MONTAIGNE IMMEUBLE MAILLE
93160 NOISY LE GRAND
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe LE GALL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Travaux et aménagement du nouveau local de la délégation territoriale de la Croix-Rouge des Yvelines (78)

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2021 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

La délégation territoriale de la Croix-Rouge implantée dans les Yvelines disposait jusqu'à présent de différents locaux d'activités, pour la formation des bénévoles (Carrières/ Poissy) ainsi que pour stationner les véhicules et remiser les matériels de secourisme (à Versailles /Satory), prêtés à titre gracieux par la Mairie et l'Armée mais cet arrangement a pris fin. La délégation territoriale (DT) a donc fait le choix d'acquisition d'un immeuble d'activité permettant à la fois de relocaliser ces activités, mais également de déployer les actions mises en oeuvre auparavant au sein des locaux de la DT 78 (situés à Versailles), tout cela en un seul lieu.

La demande de subvention porte sur la réalisation de différents travaux :

- Aménagement intérieur de ces locaux pour permettre leur viabilité dans l'accueil des activités et des publics (bénévoles et salariés);
- Destruction d'un hangar inexistant inadapté ;
- Reconstruction d'un hangar comprenant un étage et permettant d'abriter la flotte de véhicules Croix-Rouge ainsi que le stockage du matériel.

Les travaux et l'aménagement de ce nouvel espace permettront :

- L'accueil des bénévoles et salariés, du public éventuel ;
- L'implantation de la Direction de l'Urgence & Secourisme, de la Direction de l'action sociale ainsi que de la Cellule de crise départementale ;
- Stockage des véhicules et matériels territoriaux.

Le projet comporte deux volets :

- La destruction puis la reconstruction d'un hangar comportant un étage, permettant de stocker les véhicules et le matériel de la délégation territoriale ;
- L'aménagement des espaces intérieurs.

Le regroupement de toutes les activités facilitera la vie des bénévoles et leurs actions, ce qui leur offrira plus de temps pour échanger avec les personnes accompagnées. Le travail entre bénévoles et salariés sera également facilité, puisque qu'ils se retrouveront en un lieu commun. Enfin, ce lieu plus grand permettra aussi une certaine mutualisation et un travail renforcé entre la délégation territoriale, située au niveau départemental, et les unités locales, installées dans les communes.

Ces caractéristiques qualifient l'innovation sociale du projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- GUYANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	400 000,00	100,00%
Total	400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	100 000,00	25,00%
Emprunt	100 000,00	25,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	200 000,00	50,00%
Total	400 000,00	100,00%

Annexe 5 - Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance - investissement

DOSSIER N° EX062188 - Création d'une Maison d'assistantes maternelles de 12 berceaux à Villepinte (93)

Dispositif : Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement (n° 00001116)

Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142001-300

Action : 14200101- Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en investissement	80 000,00 € TTC	50,00 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON D'ASSISTANTES MATERNELLE
LES PETITS AVENTURIERS
Adresse administrative : 4 RUE SIGMUND FREUD
93420 VILLEPINTE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CATHERINE AUXENFANS-FROMENTIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer une Maison d'assistantes maternelles de 12 berceaux à Villepinte (93)

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2021 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'acuité du besoin d'accueil des jeunes enfants en Île-de-France crée une urgence à prendre en compte les dépenses de façon anticipée.

Description :

Ce projet consiste à créer une maison d'assistantes maternelles à Villepinte. Trois assistantes maternelles agréées par la PMI accueilleront des enfants de la naissance à 6 ans, en accueil à plein temps ou mi-temps, pour les périscolaires, les enfants porteurs ou non de handicap, les familles monoparentales et en cours d'insertion.

La demande de subvention porte sur l'aménagement du local situé 19 Avenue Henri Becquerel 93420 Villepinte afin de le rendre propre à l'accueil de jeunes enfants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	80 000,00	100,00%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 000,00	50,00%
Fonds propres	40 000,00	50,00%
Total	80 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis SIEG 360/2012 publié au JOUE L114/12 du 26 avril 2012 et modifié par les
règlements 2018/1923 publié au JOUE L313/2 du 10 décembre 2018 et 2020/1474 publié au JOUE
L337/1 du 14 octobre 2020, relatif à : Aides de minimis SIEG

Annexe 6 - Convention de partenariat avec la Croix Rouge Française

**Convention de partenariat
entre
la Région Île-de-France et la Croix-Rouge française**

ENTRE

La Région Ile-de-France, située au 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen,
Représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France,
Ci-après dénommée « la Région »,
D'une part,

ET

L'Association Croix-Rouge, située 98 rue Didot 75014 Paris
Représentée par Monsieur Philippe DA COSTA, Président, et par délégation, Monsieur Philippe
LE GALL, Président Délégué régional Île-de-France,
Ci-après dénommée « la Croix-Rouge française (la CRf) »,
D'autre part,

« La Région » et « la CRf » sont communément dénommées « les Parties ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIV

La Croix-Rouge française est une association de 59 000 bénévoles engagés depuis plus de 150 ans sur de nombreux fronts de la lutte contre les précarités et de 18 000 salariés dans plus de 600 établissements dans les champs sanitaire, social, médico-social et de la formation. Elle est également un acteur important de l'accompagnement des personnes vulnérables dans le domaine de la santé. En Île-de-France, la Croix-Rouge française est forte de plus de 12 000 bénévoles organisés en 130 unités locales dans les huit départements franciliens ; elle gère 200 établissements et services employant près de 4 500 salariés – hôpitaux, centres de PMI, établissements et services médico-sociaux pour personnes âgées et personnes en situation de handicap, établissements et services pour la protection de l'enfance, établissements d'accueil du jeune enfant, SIAO, SAMU sociaux et établissements et services de lutte contre les exclusions, instituts de formation sanitaire et sociale.

La Région Île-de-France est engagée dans une démarche de Région solidaire, qui se traduit dans sa mobilisation contre les inégalités et en faveur de la cohésion sociale et territoriale, afin de répondre aux besoins des Franciliens les plus en difficulté sur la totalité du territoire, dans les zones rurales comme dans les zones urbaines. La solidarité s'inscrit au cœur de son action et trouve à se décliner dans une grande partie de ses champs d'intervention, parmi lesquels l'économie sociale et solidaire et l'environnement. L'innovation au bénéfice des plus fragiles est un des objectifs clés de la Région Île-de-France, le développement des nouvelles technologies devant en particulier bénéficier à toutes et tous dans le cadre d'une smart région solidaire.

La présente convention de partenariat formalise l'engagement de la Région Ile-de-France et de la Croix-Rouge française à poursuivre leur action en commun en faveur des solidarités. Elle vient prolonger et élargir à différents champs d'intervention de la Région et de la CRf, les actions d'ores et

déjà engagées depuis plusieurs années. Cette convention-cadre n'a pas d'impact sur les conventions sectorielles passées entre la Région et la Croix-Rouge française.

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 - Objet et mise en œuvre de la convention

La Croix-Rouge française et la Région Île-de-France s'engagent à travers la présente convention de partenariat à travailler conjointement pour une Région solidaire, au sein de laquelle la lutte contre les fractures territoriales et sociales est érigée au rang de priorité.

Les deux parties partagent une ambition et des objectifs communs pour l'Île-de-France et les Franciliens, et tout particulièrement pour les populations pouvant faire face à des catastrophes naturelles ou des situations d'urgence, en matière de solidarité, d'emploi, de formation, de cadre de vie. Ce partenariat a ainsi pour objet de se nourrir mutuellement de points de vue et de projets concrets au service d'une région innovante et solidaire.

L'objectif est d'installer un partenariat durable, pluriannuel, qui représentera un gain en stabilité, en lisibilité et en visibilité, avec une méthode de travail commune.

Les thématiques de partenariat entre les deux parties relèvent en particulier du champ du handicap, de la petite enfance, des personnes âgées, de l'offre éducative, de la prévention en santé, de l'insertion sociale des plus précaires et de l'engagement citoyen à travers le bénévolat.

Dans ces différents domaines, de façon transversale, la Région pourra soutenir :

- Des actions qui mobiliseront les opportunités du numérique dans le cadre de son ambition pour une smart région,
- Des projets créateurs de lien social, auprès des personnes fragilisées dans le cadre de la Région Amie des Animaux,
- Des projets issus de l'économie sociale et solidaire dans une démarche innovante et créatrice de solidarités nouvelles.
- Enfin, ce partenariat aura également pour vocation de servir de cadre au soutien de la Région pour des opérations de solidarité internationale et ultra marines.

ARTICLE 2 – La spécificité de l'urgence comme une des modalités d'intervention

Le partenariat entre la Région Île-de-France et la Croix-Rouge française s'articule également selon des modalités de travail souples et agiles, propres aux situations d'urgence et permettant une intervention rapide, en réponse à des besoins immédiats.

Les deux parties s'engagent, en responsabilité l'une envers l'autre, à user de cette modalité d'intervention, au bénéfice des plus précaires, lorsque les situations d'urgence sociale, sanitaire et internationale le nécessitent.

ARTICLE 3 – Comité de pilotage

La mise en œuvre de la présente convention s'appuie sur un comité de pilotage, qui aura en charge le suivi des relations entre la Croix-Rouge française et la Région Île-de-France. Au-delà du travail secteur par secteur, la Région entend installer une démarche transversale couvrant l'ensemble des thématiques partagées. Ce dispositif d'information réciproque doit permettre d'échanger sur les actualités respectives et projets en cours de chacune des parties, sur les dispositifs d'aide de la Région, les sujets d'intérêt commun et tout projet régional intéressant les parties et pouvant être l'objet d'actions et initiatives communes.

Présidé par la Vice-présidente en charge des Solidarités, de la santé et de la famille, le comité de pilotage peut associer d'autres Vice-Présidents, en fonction des thématiques portées à l'ordre du jour.

Le comité de pilotage, s'il le juge nécessaire, peut se réunir sous forme de groupes de travail thématiques réunissant les services de la Région et les équipes de la Croix Rouge, pour approfondir les possibilités de partenariat sur des sujets émergents tels que :

- Le handicap et surtout l'accessibilité numérique dans le cadre de la Smart Région. Ainsi que les Jeux Olympiques et Paralympiques ;
- Le numérique, en particulier pour faciliter l'accès à la formation et l'inclusion numérique ;
- Les aidants, dont les aidants actifs ;
- Les modes de garde innovants et alternatifs de la petite enfance ;
- La valorisation de l'engagement citoyen, notamment des jeunes ;
- La ruralité et ses défis, notamment en termes de développement des solidarités de proximité et de modes de garde adaptés pour la petite enfance ;
- L'économie circulaire et le recyclage solidaire, notamment dans le champ du textile.

Le comité de pilotage sera chargé de produire un état des réflexions partagées, qui sera présenté aux instances régionales compétentes et aux instances de la Croix-Rouge française.

ARTICLE 4 – Engagements de la Région Île-de-France

Dans le cadre de son action en faveur de la solidarité, la Région s'engage à :

- Mettre en place et animer le comité de pilotage précité au minimum une fois par an ;
- Informer la CRf des différents dispositifs de droit commun régionaux susceptibles d'être mobilisés pour ses actions dans les domaines du handicap, des personnes âgées, de la famille et de l'enfance, des solidarités, de l'environnement, du numérique, à l'instar de la liste indicative de dispositifs annexée à la présente convention ;
- Soutenir en particulier l'engagement de la CRf en faveur :
 - D'actions spécifiques dans le champ du handicap, en particulier des actions favorisant l'accessibilité numérique dans le cadre de la Smart Région et favorisant l'insertion dans l'emploi. Une attention particulière sera également portée à la préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques ;
 - Du développement de projets mis en œuvre pour réduire les inégalités, la grande pauvreté et l'accueil inconditionnel et digne, notamment des actions mobilisant des solutions numériques ;
 - D'actions en direction des aidants, notamment les aidants actifs ;
 - De la valorisation de l'engagement citoyen, notamment des jeunes ;
 - D'actions spécifiques dans le secteur de la petite enfance, notamment pour relever le défi de la ruralité ou le défi du retour à l'emploi des mamans dans les quartiers populaires ;
 - Du développement d'actions favorisant l'économie circulaire et le recyclage solidaire, notamment dans le champ du textile.
- Soutenir les interventions de la Croix-Rouge française dans les DOM en cas de crise majeure ;
- Apporter son concours aux actions menées par la CRf, notamment en lui mettant à disposition des salles pour la tenue des différentes réunions liées à son fonctionnement, sous réserve de disponibilité et des nécessités du service public ;
- Informer la CRf des manifestations organisées par le Conseil régional en faveur de la solidarité, et autant que nécessaire la consulter et l'associer.

ARTICLE 5 - Engagements de la Croix-Rouge française

En contrepartie, la Croix-Rouge française s'engage à :

- Renforcer la coordination régionale interne de la CRf, de manière à permettre une identification aisée des interlocuteurs par les institutions publiques et une meilleure connaissance des actions conduites sur le territoire francilien par les bénévoles et établissements et services de la CRf;
- A partir des thématiques prioritaires identifiées, participer à des projets communs avec l'institution régionale allant dans le sens d'une région solidaire
- Fournir régulièrement à la Région Île-de-France les bilans de son activité et notamment ses données quantitatives et qualitatives qui peuvent contribuer aux différentes politiques publiques régionales ;
- Se rendre disponible pour être auditionnée sur les questions liées à son champ de compétences, et alimenter les travaux de la Région par la production d'expertises et de propositions liées à la connaissance de terrain, afin de porter à connaissance les bonnes pratiques ;
- Informer la Région de ses projets d'événements et manifestations en lien avec la présente convention et si nécessaire le consulter et l'associer ; et s'associer aux projets, événements et projets régionaux relatifs à son secteur d'activités ;
- Convier la Présidente de la Région Île-de-France ou son représentant à une session annuelle de l'assemblée plénière Île-de-France de la Croix-Rouge française afin d'échanger sur les enrichissements réciproques apportés par la convention ;
- Transmettre à la vice-présidente en charge des Solidarités un bilan annuel des activités conduites au titre du comité de pilotage, de manière à en informer la commission thématique « Action sociale, santé, famille » et/ou l'assemblée régionale réunie en séance plénière.

ARTICLE 6 – Communication

Les deux parties s'engagent à s'informer mutuellement des projets de manifestations qu'elles organisent et des projets de communication entrant dans le champ de la présente convention, et à s'entendre préalablement à toute diffusion par l'une ou par l'autre sur le contenu du message.

La Croix-Rouge française s'engage à communiquer sur le soutien et/ou la participation financière de la Région et assurer la présence du logo de la Région sur l'ensemble des supports d'information et de communication traitant des actions soutenues par elle.

La Région Île-de-France s'engage à communiquer sur les actions de la Croix-Rouge française soutenues par la Région via le portail internet de la collectivité régionale.

ARTICLE 7 - Durée de la convention

La convention est conclue pour une durée de 3 ans.
Elle prend effet le jour de sa signature par les parties.

ARTICLE 8 – Conditions de modification et de résiliation de la convention

Toute modification de la convention fera l'objet d'un avenant qui devra être soumis au vote de la commission permanente du Conseil régional.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des deux parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 9 - Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Fait à Paris, le
En deux exemplaires originaux

Pour la Région Île-de-France

Valérie PECRESSE
Présidente de la Région Ile-de-France

Pour la Croix-Rouge française

Philippe DA COSTA
Président de la Croix-Rouge française

Philippe LE GALL
Président Délégué régional Île-de-France de la Croix Rouge française

Convention de partenariat entre la Région Île-de-France et la Croix-Rouge française

ANNEXE

I. Présentation de la Croix-Rouge française

Au service des plus fragiles depuis 150 ans

Les origines de la Croix-Rouge remontent au milieu du XIXème siècle, lors de la bataille de Solferino. Le fondateur de la Croix-Rouge, le suisse Henry Dunant, organise, pour la première fois dans l'histoire, un secours inconditionnel aux soldats blessés des deux camps. La Croix-Rouge française voit le jour cinq ans plus tard, le 25 mai 1864. Depuis, la branche française du plus ancien mouvement humanitaire mondial a développé des actions dans plusieurs domaines pour répondre aux besoins de son temps.

Un mouvement humanitaire international

La Croix-Rouge française fait partie d'un mouvement international qui regroupe 189 sociétés nationales Croix-Rouge et Croissant-Rouge, ainsi que la FICR et le CICR, deux organes internationaux basés à Genève. L'ensemble des composantes de ce mouvement, qui rassemble près de 97 millions de personnes à travers le monde, obéit à sept principes fondamentaux : Humanité – Impartialité – Neutralité – Indépendance – Volontariat – Unité – Universalité.

Association, entreprise à but non lucratif et auxiliaire des pouvoirs publics

Une association loi 1901. La Croix-Rouge française est juridiquement une association, fidèle au principe fondateur de la loi de 1901 qui encourage les personnes à s'engager librement pour agir. Reconnue d'utilité publique en 1945, elle fonde l'engagement de ses 58 000 bénévoles.

Une entreprise à but non lucratif

La Croix-Rouge française est engagée dans l'économie sociale et solidaire de services à but non lucratif. Cette dimension repose sur un engagement historique dans les secteurs de la santé, de l'aide sociale et de la formation. A ce titre, la Croix-Rouge française gère près de 600 établissements et services et emploie 18 000 salariés.

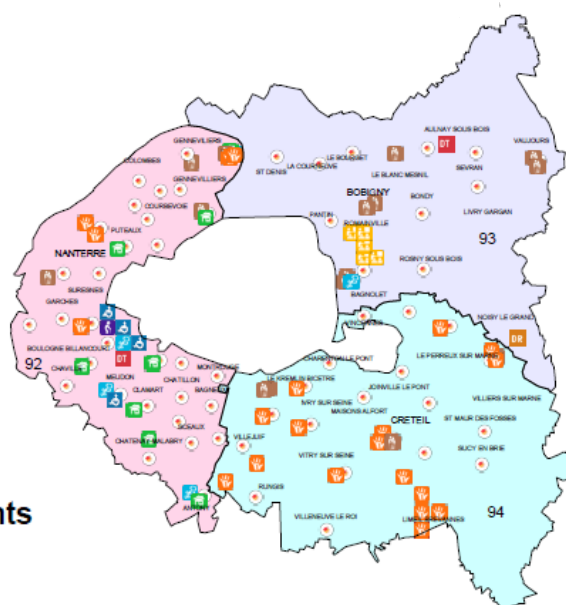
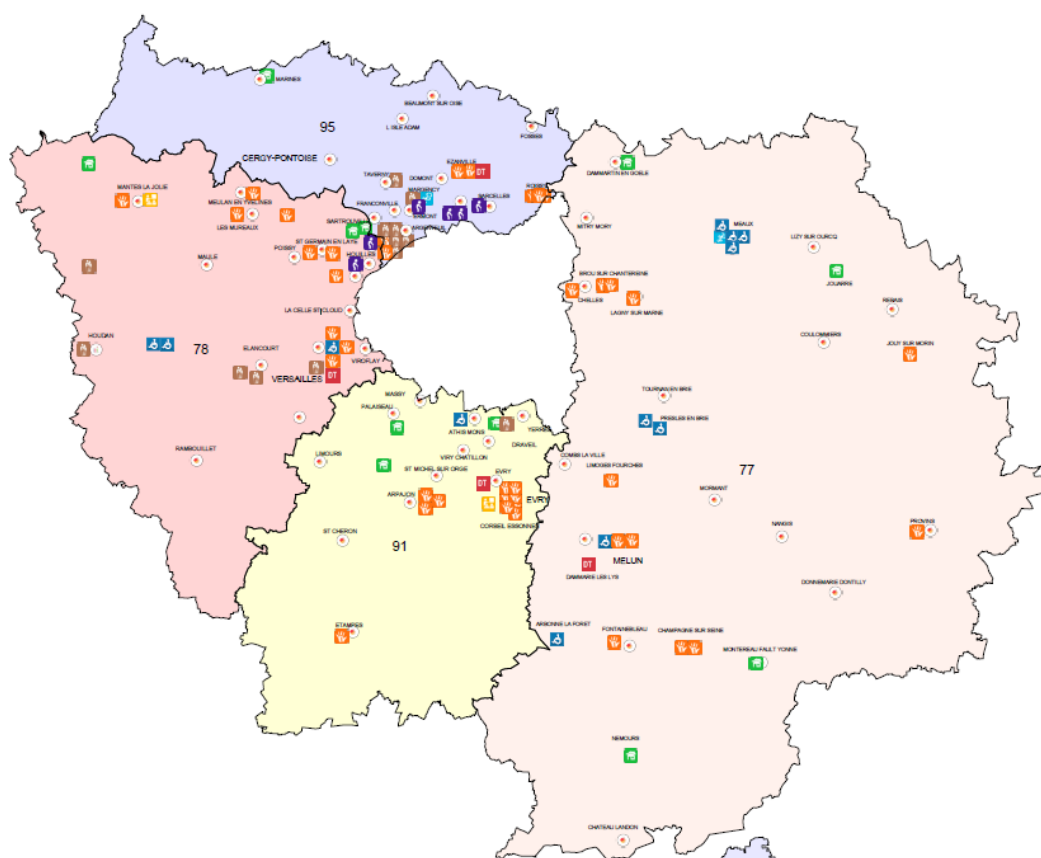
Un auxiliaire des pouvoirs publics

La Croix-Rouge française bénéficie d'un statut d'auxiliaire des pouvoirs publics, conformément aux Conventions de Genève.

Des établissements, services et dispositifs pour des publics vulnérables :

- Enfance / famille : 60 Crèches – 2500 places d'accueil permanent, occasionnel ou d'urgence
- Personnes âgées : 34 EHPAD – 3003 places autorisées
- Domicile : 71 Services d'aide et de soins à domicile – 50 000 personnes accompagnées chaque année
- Handicap :
 - o 44 établissements pour enfants en situation de handicap
 - o 39 établissements pour adultes en situation de handicap et 10 établissements de travail protégé
 - o 3600 adultes et enfants accompagnés
- Sanitaire : 49 structures de santé et 60 089 journées d'hospitalisation à domicile

II. Cartographie de la Croix-Rouge française en Île-de-France



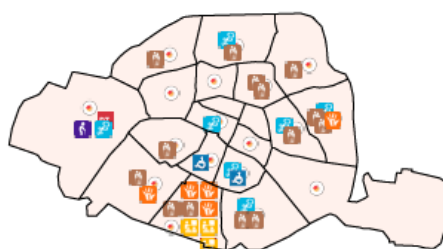
	INSTANCES NATIONALES
	DELEGATION TERRITORIALE
	UNITE LOCALE
	SANITAIRE
	ENFANCE ET FAMILLES
	FORMATION
	PERSONNES HANDICAPEES
	PERSONNES AGEES
	LUTTE CONTRE L'EXCLUSION
	DOMICILE
	EQUIPE LOCALE
	DELEGATION REGIONALE

11,9 millions d'habitants

sur 8 départements

12 011 km²

de superficie



Annexe 7 - Convention de partenariat avec la Fédération Nationale de Protection civile

Convention de partenariat

ENTRE

La Région Île-de-France, située au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,
Ci-après dénommée « La Région »,

D'une part,

ET

La Fédération nationale de la Protection Civile, située au 14 rue scandicci, 93500 PANTIN
Représentée par son Secrétaire général, Monsieur Hervé Bidault de l'Isle
Ci-après dénommée « Protection Civile »,

D'autre part,

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUI

La Fédération nationale de la Protection Civile est une association créée en 1965 ayant pour vocation de participer, en temps de paix comme en temps de crise ou de guerre, à tous les efforts de secours, d'actions solidaires et sociales, ainsi que de formation au secourisme avec ses 32 000 bénévoles répartis sur 100 départements et 500 antennes locales.

En Ile-de-France, la Protection Civile représente plus de 1 900 bénévoles et 263 véhicules dont 65 ambulances répartis dans 42 antennes.

La Région Île-de-France est engagée depuis plusieurs années dans un plan d'ampleur inédit qui intègre la solidarité au cœur même de ses politiques publiques et donc de son intervention sur le territoire francilien, avec l'objectif d'agir efficacement contre les fractures sociales et territoriales. La Région Solidaire protège chacun sans distinction, n'oublie pas les invisibles et agit pour que personne ne soit isolé en veillant aux problématiques sanitaires intrinsèquement liées aux inéga

Pour pallier l'impact social de la crise sanitaire du covid-19, la Région Solidaire est plus que jamais mobilisée aux côtés des acteurs associatifs pour répondre aux besoins urgents qui se sont fait sentir sur le territoire et intervenir aux interstices de la solidarité.

Afin de poursuivre et de renforcer cette ambition solidaire, la Région souhaite s'appuyer sur l'expertise de grands acteurs de la solidarité par une politique de contractualisation stable, dans un cadre pluriannuel.

Dans cette perspective, la présente convention de partenariat formalise l'engagement de la Région Île-de-France et de la Protection Civile à poursuivre des projets communs afin de réduire les inégalités sociales sur le territoire. Elle vient prolonger et élargir à différents champs d'intervention de la Région et de la Protection Civile, les actions d'ores et déjà engagées depuis plusieurs années. Cette convention cadre n'a pas d'impact sur les conventions sectorielles éventuellement passés entre la Région et la Protection Civile.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - Objet et mise en œuvre de la convention

La Protection Civile et la Région Île-de-France s'engagent à travers la présente convention de partenariat à travailler conjointement pour une Région solidaire, au sein de laquelle la santé, la protection des populations et l'accompagnement des plus vulnérables sont érigés au rang de priorité.

Ce partenariat s'inscrit dans la continuité de la lutte contre la crise sociale d'ampleur inédite déclenchée par la crise sanitaire du covid-19.

Les deux parties partagent une ambition et des objectifs communs pour l'Île-de-France et les Franciliens, et tout particulièrement pour les populations pouvant faire face à des situations d'urgence, en matière de solidarité, de santé, de cadre de vie, d'insertion sociale, d'accès aux droits. Ce partenariat a ainsi pour objet de se nourrir mutuellement de points de vue et de projets concrets au service d'une région solidaire et protectrice.

L'objectif est d'installer un partenariat durable, pluriannuel, qui représentera un gain en stabilité, en lisibilité et en visibilité, avec une méthode de travail partagée.

Les thématiques de partenariat entre les deux parties relèvent en particulier du champ de la lutte contre la pauvreté et la précarité, de la santé, de l'aide alimentaire, de l'accès aux droits, de la lutte contre l'isolement.

Ancré dans le cadre de la politique de Région Solidaire, ce partenariat s'articulera autour de trois axes principaux :

- le soutien aux missions de protection des plus fragiles et en particulier aux maraudes. Les maraudes assurées par la Protection Civile sont actuellement très développées à Paris, moins en petite et en grande couronne. Le secours des personnes à la rue est un volet fondamental du soutien aux personnes très vulnérables, qui constitue une priorité de la Région Solidaire. Aussi, le développement sur tout le territoire francilien de maraudes, y compris des maraudes fluviales pour aller au plus près des personnes vivant sous ou dans les ponts, est un élément emblématique du partenariat.
- le développement de la formation aux gestes de premiers secours, notamment dans les lycées.
- en tant que pilote des formations sanitaires et sociales en Île-de-France pour les étudiants en formation initiale comme pour les demandeurs d'emploi, la Région souhaite associer la Protection Civile aux réflexions dans ce domaine.

- la mobilisation de la Protection Civile dans les Maisons Région solidaire.

ARTICLE 2 - Comité de suivi

La mise en œuvre de la présente convention s'appuie sur un comité de suivi, qui aura en charge l'exécution de la présente convention et le suivi des relations entre la Protection Civile et sa délégation régionale Île-de-France et la Région Île-de-France. Ce dispositif d'information réciproque doit permettre d'échanger sur les actualités respectives et projets en cours de chacune des parties, sur les dispositifs d'aide de la Région, les sujets d'intérêt commun et tout projet régional intéressant les parties et pouvant être l'objet d'actions et initiatives communes.

Le comité de suivi est présidé par la Vice-présidente en charge des solidarités, de la santé et de la famille.

ARTICLE 3 - Engagements de la Région Île-de-France

Dans le cadre de son action en faveur de la solidarité, la Région s'engage à :

- Informer la Protection Civile des différents dispositifs de droit commun régionaux susceptibles d'être mobilisés dans le cadre de ses actions de solidarité, de santé et de secourisme ;
- Associer la Protection Civile aux dispositifs mis en place pour lutter contre la crise sanitaire et sociale liée à l'épidémie du covid-19.
- Soutenir en particulier l'engagement de la Protection Civile en faveur :
 - du développement de projets afin de réduire les inégalités sociales et de santé ;
 - de l'accueil inconditionnel et digne des personnes démunies dans le cadre de l'aide alimentaire et de l'accompagnement vers la réinsertion ;
- Soutenir les interventions de la Protection Civile dans le cadre d'événements particuliers touchant les plus vulnérables, notamment dans le cadre du renouvellement du parc automobile afin de rendre plus efficaces les interventions de premier secours ;
- Informer la Protection Civile des manifestations organisées par la Région Île-de-France en faveur de la solidarité, et autant que nécessaire les consulter et les associer.

Le soutien régional s'entend sous réserve du vote des élus et dans la limite des crédits disponibles au budget régional.

ARTICLE 4 - Engagements de la Protection Civile

La Protection Civile s'engage à :

- Participer à des projets communs avec l'institution régionale allant dans le sens d'une région solidaire à partir des thématiques prioritaires identifiées ;
- Développer des actions de solidarité dans les zones identifiées comme zones blanches ;
- Fournir régulièrement à la Région Île-de-France les bilans de son activité et notamment ses données quantitatives et qualitatives qui peuvent contribuer aux différentes politiques publiques régionales ;
- Se rendre disponible pour, sur les questions liées à son champ de compétences, alimenter les travaux de la Région par la production d'expertises et de propositions liées à la connaissance de terrain, afin de porter à connaissance les bonnes pratiques ;
- Informer la Région de ses projets d'événements et manifestations en lien avec la présente convention et si nécessaire la consulter et l'associer ; et s'associer aux projets, événements et projets régionaux relatifs à son secteur d'activités ;
- Transmettre à la Vice-présidente en charge des Solidarités un bilan annuel des activités

conduites au titre du comité de pilotage, de manière à en informer la commission thématique « Action sociale, santé, famille » et/ou l'assemblée régionale réunie en séance plénière.

ARTICLE 5 - Communication

Les deux parties s'engagent à s'informer mutuellement des projets de manifestations qu'elles organisent et des projets de communication entrant dans le champ de la présente convention, et à s'entendre préalablement à toute diffusion par l'une ou par l'autre sur le contenu du message.

La Protection Civile s'engage à communiquer sur le soutien et/ou la participation financière de la Région et à assurer la présence du logo de la Région sur les supports d'information et de communication relatifs aux actions qu'elle soutient.

La Région Île-de-France s'engage à communiquer sur les actions menées par la Protection Civile soutenues par la Région via le portail internet de la collectivité régionale.

ARTICLE 6 - Durée de la convention

La convention est conclue pour une durée de 3 ans et prend effet le jour de sa signature par les parties.

ARTICLE 7 - Conditions de modification et de résiliation de la convention

Toute modification de la convention fera l'objet d'un avenant qui devra être soumis au vote de la commission permanente du Conseil régional.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des deux parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 8 - Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le
En deux exemplaires originaux

Pour la Région Île-de-France

Valérie PECRESSE
Présidente de la Région Île-de-France

Pour la Protection Civile

Hervé BIDAULT DE L'ISLE
Secrétaire Général de la Protection Civile

Annexe 8 - Réaffectations

DOSSIER N° 22002443 - Accompagnement en santé des femmes vulnérables - Réaffectation

Dispositif : Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000672)

Délibération Cadre : CR 23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appel à projets thématique au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles	106 032,00 € TTC	23,58 %	25 000,00 €
Montant total de la subvention			25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GROUPE SOS SOLIDARITES
Adresse administrative : 102 C RUE AMELOT
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame EMILIE BOUGOUIN, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagnement en santé des femmes vulnérables

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2020 - 31 décembre 2020

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'une réaffectation de solde du fait d'une erreur matérielle des services entraînant la caducité de la subvention attribuée par délibération n°CP 2019-409 du 17 octobre 2019.

Description :

L'association SOS Solidarités a développé un programme intitulé "Santé plurielle" qui a pour objectif de favoriser l'accès aux soins et à la santé pour les femmes accueillies dans les centres d'hébergement franciliens.

Le projet repose sur une démarche d'autonomisation des femmes en difficulté, afin de leur permettre d'être actrices de leur parcours de soins. L'association propose un accompagnement permettant une prise de conscience en matière de santé mentale, sociale, sexuelle et de conduites à risques. Par ailleurs, le projet propose des formations et ateliers de sensibilisation à destination des professionnels de l'hébergement et du secteur médico-social. Ces formations ont pour objectif de permettre à ces professionnels de mieux appréhender les problématiques spécifiques aux femmes accueillies dans leurs structures.

L'association souhaite assurer la pérennité du projet et renforcer son déploiement régional. A cette fin,

des mesures sont prises dans le sens d'un déploiement de l'offre auprès de nouvelles structures et du développement d'un modèle d'essaimage sur de nouveaux territoires franciliens. Ainsi, 1 500 franciliennes en structure d'hébergement sont visées par cette action.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des personnels	34 059,00	32,12%
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	24 264,00	22,88%
Achats	14 700,00	13,86%
Divers Services extérieurs	24 568,00	23,17%
Frais postaux et frais de télécommunications	180,00	0,17%
Impôts et taxes liés au projet	5 000,00	4,72%
Charges fixes et de fonctionnement	3 261,00	3,08%
Total	106 032,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	25 000,00	23,58%
Subvention et aide privée	20 000,00	18,86%
Subvention et aide publique	52 000,00	49,04%
Produits divers de gestion courante et dons	9 032,00	8,52%
Total	106 032,00	100,00%

DOSSIER N° 22002446 - Développer la cohabitation intergénérationnelle en Ile-de-France - Réaffectation

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	285 199,00 € TTC	12,27 %	35 000,00 €
Montant total de la subvention			35 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENSEMBLE 2 GENERATIONS

Adresse administrative : 16 RUE RAYMOND POINCAR
78220 VIROFLAY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur JEAN CLAUDE P TERS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2021 - 31 décembre 2021

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'une réaffectation de solde du fait d'une erreur matérielle du bénéficiaire entraînant la caducité de la subvention attribuée par délibération n° CP2020-380 du 23 septembre 2020.

Description :

L'association Ensemble 2 Générations développe le projet de la cohabitation intergénérationnelle en proposant un logement gratuit ou à coût modéré à des étudiants au domicile des personnes âgées en échange d'une présence et de petits services rendus.

Le lien social est ce qui favorise le mieux vivre ensemble, la tolérance et la connaissance de l'autre. La solitude des personnes âgées précédemment décrite provient pour une grande partie d'une rupture sociale entre les générations.

L'association propose les actions suivantes pour faire profiter 500 personnes de ce projet : rencontre préalable systématique entre la personne âgée, sa famille et l'étudiant ; proposition à l'étudiant d'un foyer correspondant à ses attentes ; signature d'une convention d'accueil ; facilitation de l'installation ; suivi de l'évolution de la cohabitation...

Le bénéficiaire a obtenu une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats matières et fournitures	11 500,00	4,03%
Locations	5 520,00	1,94%
Assurance	1 300,00	0,46%
Publicité, publications, relations publiques	14 000,00	4,91%
Impôts et taxes liés au projet	1 000,00	0,35%
Charges sociales	53 705,00	18,83%
Rémunération des personnels	198 174,00	69,49%
Total	285 199,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	35 000,00	12,27%
Conseils départementaux	23 000,00	8,06%
Communes	50 000,00	17,53%
Organismes sociaux	20 500,00	7,19%
Autres établissements publics	30 800,00	10,80%
Cotisations	125 899,00	44,14%
Total	285 199,00	100,00%

DOSSIER N° 22002691 - Soutien exceptionnel à l'association Emmaüs France - Réaffectation

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	150 000,00 € TTC	100,00 %	150 000,00 €
Montant total de la subvention			150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EMMAUS FRANCE CONFEDERATION
EMMAUS FRANCE

Adresse administrative : 47 AVENUE DE LA RESISTANCE
93100 MONTREUIL SOUS BOIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur ANTOINE SUEUR, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : apporter un soutien exceptionnel à l'association Emmaüs

Dates prévisionnelles : 17 mars 2020 - 17 mars 2021

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il s'agit d'une réaffectation de solde du fait d'une erreur matérielle entraînant la caducité de la subvention attribuée par délibération n° CP2020-C17 du 1er juillet 2020.

Description :

Depuis 2017, la Région travaille avec Emmaüs France dans le cadre d'une convention de partenariat, ce qui a permis de renforcer les synergies dans les champs des solidarités, de l'économie sociale et solidaire, de l'environnement et du numérique, au service des personnes isolées, vulnérables, précaires et sans domicile.

Dans la poursuite de cet engagement régional auprès d'Emmaüs France, et compte tenu de la crise sanitaire liée au COVID-19 que nous traversons, la Région souhaite répondre à l'appel aux dons inédit que l'association a lancé, en attribuant une aide exceptionnelle d'un montant total de 250.000€, dont 150.000€ sur le secteur Solidarité, objet de la présente subvention, à Emmaüs France.

La subvention aura pour objet de contribuer à la pérennité des activités de l'association et permettra de poursuivre la collaboration en faveur des plus démunis.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prise en charge de salaires et dépenses de toutes natures	150 000,00	100,00%
Total	150 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	150 000,00	100,00%
Total	150 000,00	100,00%

Annexe 9 - Rectifications d'opérations

DOSSIER N° EX058324 - Création d'un Relais D'Auxiliaires Parentales

Dispositif : Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en fonctionnement (n° 00001117)

Délibération Cadre : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142001-300

Action : 14200102- Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en fonctionnement	36 000,00 € TTC	50,00 %	18 000,00 €
	Montant total de la subvention		18 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HELP FAMILLES
Adresse administrative : 12 RUE D'ABOUKIR
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Luanza LUZOLO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un Relais d'Auxiliaires Parentales

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2021 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

La subvention demandée vise à créer un lieu (local de 80m² à aménager), à La-Garenne-Colombes, dans lequel seront employées une éducatrice de jeunes enfants expérimentée à temps plein, responsable du lieu d'accueil, et une professionnelle diplômée de la petite enfance qui proposera des temps d'éveil, d'ateliers, d'animation auprès des enfants. 74 familles pourraient potentiellement être ciblées par ce projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2021

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunérations / Charge de personnel	36 000,00	72,22%
Petit équipement	10 000,00	27,78%
Total	36 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	18 000,00	50,00%
Subvention Commune (sollicitée)	18 000,00	50,00%
Total	36 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis SIEG 360/2012 publié au JOUE L114/12 du 26 avril 2012 et modifié par les règlements 2018/1923 publié au JOUE L313/2 du 10 décembre 2018 et 2020/1474 publié au JOUE L337/1 du 14 octobre 2020, relatif à : Aides de minimis SIEG

Avenant n°1 à la convention n° EX058324

Entre les soussignés :

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération n°CP 2022-080 du 23 mars 2022, ci-après dénommée « la Région »,

et

Le bénéficiaire dénommé : HELP FAMILLES

dont le statut juridique est : Association

N° SIRET : 421150145 - 00082

Code APE : 88.91A

dont le siège social est situé au : 12 RUE D'ABOUKIR 92400 COURBEVOIE

ayant pour représentant Monsieur LUANZA LUZOLO, Président

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

PREAMBULE

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 18-024 modifiée du 3 juillet 2018.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016 et n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021, et des conditions suivantes.

APRES AVOIR RAPPELE

Par délibération n°CP2021-321 du 22 septembre 2021, la Région a attribué au bénéficiaire une subvention de 18 000 € sur la base d'un plan de financement prévisionnel erroné. Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la base subventionnable.

Afin de corriger cette erreur matérielle, le présent avenant a pour objet de modifier l'article 1 de la convention n° EX058324 approuvé par la délibération n° CP2021-321 du 22 septembre 2021 et d'approuver une nouvelle fiche projet.

ARTICLE 1

Par le présent avenant, le montant maximum de la subvention attribuée à HELP FAMILLES par délibération n° CP2021-321 du 22 septembre 2021 pour la réalisation de l'action : Création d'un Relais D'Auxiliaires Parentales, est fixé à 18 000 €, représentant 50% de la base subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 36 000 €.

Le plan de financement prévisionnel, précisant les montants TTC, est détaillé dans l'annexe du présent avenant.

ARTICLE 2

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification à l'organisme. Il expire au plus tard après mandatement du solde de la subvention ou, à défaut, à l'expiration des délais de caducité figurant à l'article 3.1 de la convention.

ARTICLE 3

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, le présent avenant et la fiche projet approuvée par délibération n°CP2021-321 du 22 septembre 2021.

ARTICLE 4

Le présent avenant substitue tous les articles de la convention initiale non modifiés par les articles précédents.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

**La présidente
du conseil régional d'Île-de-France**

**Pour la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France
Le Directeur des Solidarités de la Sécurité et de la Modernisation**

Cédric ARCOS

Le

**Le bénéficiaire
HELP FAMILLES
Monsieur LUANZA LUZOLO, Président**

DOSSIER N° 21008698 - Inclusion numérique - Numérique pour tous en Ile-de-France

Dispositif : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

Délibération Cadre : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	222 000,00 € TTC	36,04 %	80 000,00 €
	Montant total de la subvention		80 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SECOURS CATHOLIQUE
Adresse administrative : 106 RUE DU BAC
75007 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Véronique DEVISE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : promouvoir le numérique pour tous en Île-de-France

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Le projet consiste à acquérir du matériel pour les équipes locales et à les accompagner dans leur usage du numérique, à travers notamment un parcours de formation : une étape cruciale pour qu'elles puissent elles-même venir en aide plus efficacement aux personnes accompagnées par le Secours catholique et à permettre à chacun de pouvoir réaliser ses démarches en ligne et d'accéder librement à ses droits.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat du matériel et équipement	222 000,00	100,00%
Total	222 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	80 000,00	36,04%
Fonds propres	42 000,00	18,92%
France relance	100 000,00	45,05%
Total	222 000,00	100,00%

Avenant n°1 à la convention n°21008698

Entre les soussignés :

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération n°CP 2022-080 du 23 mars 2022, ci-après dénommée « la Région »,

et

Le bénéficiaire dénommé : SECOURS CATHOLIQUE
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 775666696 - 00015
Code APE : 88.99B
dont le siège social est situé au : 106 RUE DU BAC 75007 PARIS
ayant pour représentant Madame VERONIQUE DEVISE, Présidente
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

PREAMBULE

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n°CR23-11 modifiée du 7 avril 2011.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n°CR 01-16 du 22 janvier 2016 et n°CR 2021-055 du 21 juillet 2021, et des conditions suivantes.

APRES AVOIR RAPPELE

Par délibération n°CP 2022-024 du 28 janvier 2022, la Région a attribué au bénéficiaire une subvention de 80 000 €. Le présent avenant a pour objet de modifier les dates prévisionnelles du projet.

Afin de corriger cette erreur matérielle, le présent avenant a pour objet de modifier l'article 8 de la convention n°21008698 approuvé par la délibération n° CP 2020-042 du 31 janvier 2020 et d'approuver une nouvelle fiche projet.

ARTICLE 1

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier 2022 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la convention.

ARTICLE 2

Le présent avenant substitue tous les articles de la convention initiale non modifiés par les articles précédents.

Fait à Saint-Ouen en 2 exemplaires originaux

Le

**La présidente
du conseil régional d'Île-de-France**

**Pour la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France
Le Directeur des Solidarités de la Sécurité et de la Modernisation**

Cédric ARCOS

Le

**Le bénéficiaire
SECOURS CATHOLIQUE
Madame VERONIQUE DEVISE, Présidente**